

Livre Blanc pour une Paix Durable en Casamance Perspectives des Femmes et Populations Locales

Casamance: ni paix, ni guerre

Casamance : le plus long conflit en Afrique au sud du Sahara. Malgré la signature de plusieurs accords de paix entre le Gouvernement du Sénégal et le Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC), la région se trouve toujours engluée dans une situation de « ni paix, ni guerre », on parle d'accalmie. Depuis quelques temps cependant, la violence contre les populations civiles s'intensifie, en témoignent les récentes attaques comme le massacre de Bofa Bayotte en janvier 2018 qui continuent de hanter le sommeil des populations locales. L'instabilité prolongée dans la région a négativement affecté la vie des citoyens de plusieurs manières, pour avoir réduit les opportunités économiques, limité la circulation des personnes, et bouleversé les structures sociales. Les impacts sur les communautés locales, les femmes, les enfants et les jeunes sont énormes. Les impacts spécifiques sur la vie et le bien-être des femmes sont les plus marqués, en ce sens qu'elles sont des victimes directes de diverses formes de violence sexuelle et de violence basée sur le genre ; ou bien des victimes indirectes en tant que mères, veuves, filles, et sœurs d'hommes détenus, tués ou portés disparus.

Les femmes, avec le soutien de la Société Civile, sont à la recherche de **solutions concrètes** pour les priorités de paix et de sécurité, et appellent les divers acteurs impliqués dans le conflit à intervenir. Dans cette mesure, le Livre Blanc se veut la caisse de résonance des populations locales relativement à leurs perceptions et perspectives sur le conflit.

Livre Blanc: approche et résultats

Fort de l'ampleur et de la profondeur des perspectives et besoins de la Société Civile, le Livre Blanc fait la synthèse de toute la problématique et dégage des stratégies et recommandations spécifiques sur comment les différents acteurs peuvent contribuer à la recherche d'une paix durable et à la prospérité en Casamance et au-delà. La **résolution définitive du conflit** en Casamance est l'objectif fondamental de ce document, les résultats escomptés sont de deux ordres : i) des décisions politiques qui entraînent le plus fort engagement des principaux acteurs du conflit pour la stabilité, la paix sociale et le développement humain durable en Casamance ; ii) des propositions susceptibles d'impulser une dynamique solide et cohérente pour le futur de la Casamance.

L'élaboration du Livre Blanc s'est fondée sur une approche inclusive et participative. En particulier, les consultations publiques, auxquelles ont participé les femmes, les hommes et les jeunes, dans tous les neuf départements de la Casamance ont permis de recueillir les expériences des participants par rapport au conflit et ses impacts sur leur vie. Les résultats des consultations publiques ont été étayés par des informations supplémentaires collectées lors des réunions et séances de dialogues entre les responsables de la Société Civile, le secteur de la sécurité et les autorités locales, nationales et régionales. Certains des principaux **impacts multisectoriels** du conflit sur les communautés locales en général et les femmes en particulier sont les suivants :

• Migration interne et déplacements de personnes;	• Exploitation anarchique des ressources naturelles;	• Abandon scolaire des enfants;
• Ralentissement de l'économie locale;	• Vois récurrents de bétail;	• Conflits fonciers;
• Chômage chez les jeunes;	• Criminalité transfrontalière;	• Violations des biens culturels;
• Inaccessibilité des zones de production;	• Difficile accès aux services de base;	• Plus de responsabilités pour les femmes avec moins de ressources et de soutien
• Trafic illicite de bois;		

Stratégies et perspectives pour la paix:

En reconnaissant que le leadership de la Société Civile dans les efforts de paix est essentiel pour une paix durable et légitime, le Livre Blanc dégage des stratégies et perspectives visant à assurer une intégration réussie des populations locales et des femmes dans les initiatives de promotion de la paix et de la stabilité :

1. La mobilisation de la Société Civile, autour du besoin d'établir des dialogues sincères entre l'Etat et le MFDC, dans le cadre de la poursuite du climat de paix ;

2. La conception et la mise en œuvre de programmes multisectoriels élargis pour permettre aux différents acteurs de la Société Civile de prendre en charge les besoins de leurs communautés ;

3. La promotion d'un cadre de concertation des acteurs de la Société Civile et d'autres secteurs (e.g. sécuritaire), en vue d'un large consensus et une synergie dans les interventions pour maîtriser les enjeux posés par ce conflit, en partageant des informations ;

4. Une mobilisation constante des femmes de l'ensemble des régions du Sénégal d'une manière générale et de la Casamance et de la sous-région, en particulier leurs sœurs de la Guinée-Bissau et la Gambie ;

5. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) en matière de résolution de conflits en vue de promouvoir et maintenir le leadership des organisations locales dans les activités de paix et de résolution du conflit.

Recommandations pour une résolution définitive du conflit

En réponse aux conséquences du conflit prolongé et de l'instabilité sur la vie des populations civiles, le Livre Blanc formule des **recommandations** à l'endroit des Gouvernements du Sénégal, de la Guinée-Bissau et de la Gambie ; du MFDC ; des Collectivités Territoriales et communautés locales ; des OSC ; et des partenaires techniques et financiers. Le tableau ci-après dresse une synthèse de ces recommandations :

Acteur(s)

Recommandations retenues

Gouvernement du Sénégal

- Poursuivre le dialogue avec les différentes parties du conflit en vue de promouvoir le développement local et économique, et améliorer l'emploi des jeunes et l'intégration sociale des membres du MFDC ;
- Renforcer le bien-être des populations à travers le développement économique, y compris les infrastructures et l'accès équitable aux services sociaux ;
- Prendre en compte les droits de l'homme, l'inclusion sociale et le genre dans toutes les initiatives de paix et de reconstruction ;
- Mettre en œuvre la Résolution 1325 des Nations Unies en renforçant la participation des femmes dans le processus de paix en Casamance, et mettre en place des politiques et mécanismes pour s'attaquer aux impacts négatifs du conflit sur les femmes ;
- Dégager des stratégies de communication et la transparence autour du conflit ; Cibler les zones les plus affectées dans la région dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et du Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (PUMA).

MFDC

- Harmoniser vos positions et vous unir pour aller à la table de négociations avec un pool d'interlocuteurs acceptés de tous, en vue de participer effectivement et rationnellement au processus de paix.
- Etablir et mettre en œuvre des politiques au sein du MFDC qui respectent la Résolution 1325 des Nations Unies en assurant la participation des femmes dans le processus de paix en Casamance, et mettre en place des politiques et mécanismes pour s'attaquer aux impacts négatifs du conflit sur les femmes.
- Inclure dans les points de négociations des mesures de réparation du lourd tribut payé par les femmes dans le conflit et prendre en compte les préoccupations des femmes, des jeunes, et des communautés impactées par le conflit.

Gouvernement du Sénégal et MFDC

- Formaliser un cessez-le feu permanent (ou définitif) consacré dans un accord signé par toutes les parties ;
 - Asseoir une démarche inclusive favorisant la participation active des femmes aux négociations de paix, pour y défendre leurs préoccupations spécifiques et celles, plus larges, des populations de la Casamance ;
 - Enclencher une dynamique de négociation suivie d'une reconstruction de la paix sociale en Casamance et d'une relance de l'économie locale ;
 - Inclure, dans les accords de paix et comme points spécifiques, le bannissement de toute forme de violence basée sur le genre, la reconnaissance des violences faites aux femmes durant ce conflit, et prévoir des mesures fermes pour leur prévention et leur sanction ;
 - Collaborer au déminage et au retour paisible des populations déplacées et réfugiées dans leurs terroirs d'origine.
-

Acteur(s)	Recommandations retenues
Organisations des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Persévérer et être vigilantes afin de faire prendre des mesures pour que les textes relatifs à la prise en compte de la Résolution 1325 des Nations-Unies soient appliqués ; • Mettre en place des programmes spécifiques pour le développement de compétences dans le domaine de la médiation et la négociation, et la promotion de l'entrepreneuriat dans divers domaines du développement durable de la Casamance ; • Nouer davantage des liens avec les groupements de femmes des autres régions du Sénégal et avec celles de la Gambie et de la Guinée Bissau pour renforcer le plaidoyer au niveau national et régional.
Collectivités Territoriales, communautés locales, et la société civile	<ul style="list-style-type: none"> • Tenir compte de la dimension psychologique de la reconstruction des communautés, en mettant l'accent sur les besoins en pièces d'État civil ; • S'impliquer fortement dans la définition des mécanismes appropriés, en tant qu'acteurs de la sensibilisation de base ; • S'investir dans les conflits liés à l'accaparement des terres, y compris entre les communautés transfrontalières ; • Soutenir les chefs de village dans leur rôle de "premiers intervenants" dans la vie des communautés.
Partenaires Techniques et Financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans le développement d'infrastructures et de technologies adaptées aux femmes et aux jeunes, notamment dans les activités productives marquées par des chaînes de valeur importantes ; • Mettre en place des programmes spécifiques de création/amélioration de la culture entrepreneuriale pour les populations de la Casamance. • Harmoniser les différentes interventions des partenaires techniques et financiers pour éviter les duplications et œuvrer à la synergie.
Gouvernements du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée-Bissau	<ul style="list-style-type: none"> • S'engager davantage dans la résolution effective des conflits au niveau des zones frontalières en mettant l'accent sur le dialogue inclusif ; • Valoriser le rôle du Secrétariat sénégal-gambien (SSG) dans la résolution du conflit ; inclure la Guinée-Bissau dans le portefeuille du SSG ; et revoir la mission de cette structure pour mieux prendre en compte les questions de paix et sécurité au niveau des frontières.
Ensemble pour un Sénégal plus prospère	<p>Une paix durable et légitime en Casamance, sur fond d'un processus de paix qui implique les femmes et la Société Civile, va non seulement améliorer la vie des populations dans la région, mais également contribuer à l'émergence d'un Sénégal plus prospère et une sous-région plus stable.</p> <p>Le processus d'élaboration du Livre Blanc a montré l'engagement fort des populations locales à accompagner les divers acteurs dans les efforts de paix, et fait écho de leur appel quasi-unanime pour une implication forte de la Société Civile, particulièrement les femmes des toutes régions du Sénégal et de la sous-région, dans la résolution du conflit.</p>

La présente Note de Politique a été élaborée par le Consortium de partenaires impliqués dans la mise en oeuvre du Projet Unaam Kayraay (« Ensemble pour la paix »), dont PartnersGlobal, Partners West Africa Sénégal, Tostan, et La Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance (PFPC).

